

Détournés et menacés : les ODD à l'ère de la COVID-19

Ce document présente les réflexions et recommandations des organisations de la société civile (OSC) sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau national, sous l'angle d'une coopération efficace au développement (CED). Cette réflexion est basée sur les résultats de l'enquête menée par le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) du 19 mai au 10 juin 2020. 43 OSC au total ont participé à cette enquête menée auprès de 32 pays dont les gouvernements ont ou présenteront leurs examens nationaux volontaires (ENV) au Forum politique de haut niveau (FPHN) cette année.

Selon les répondants à l'enquête, presque tous les gouvernements ont intégré les ODD dans leur planification nationale du développement et/ou leur politique de coopération au développement. En outre, une nette majorité de pays a une stratégie relative aux ODD et un organisme désigné pour la mise en œuvre de cette stratégie. D'autre part, il y a encore un faible niveau de sensibilisation parmi les exécutants aux niveaux national et local, ce qui suggère qu'il y a effectivement une faible appropriation nationale des ODD dans la plupart des pays. D'après les OSC répondantes à l'enquête, les budgets nationaux ne sont pas non plus alignés sur les priorités des ODD.

En ce qui concerne les partenariats avec les parties prenantes et la participation de la société civile, la plupart des pays disposent de mécanismes de participation des parties prenantes dans les processus relatifs aux ODD, mais celle-ci demeure faiblement institutionnalisée. En outre, bien que la plupart des pays permettent aux OSC de participer aux discussions et aux consultations sur les ODD, cela ne signifie pas nécessairement qu'elles influencent réellement les politiques et la mise en œuvre qui en résultent.

Les répondants à l'enquête ont identifié les principaux facteurs qui entravent la participation de la société civile aux processus de réalisation des ODD dans leurs pays respectifs, notamment le manque de ressources consacrées à la



Sur le 32 pays couverts par l'enquête

87,5 % ont une stratégie relative aux ODD et une agence désignée pour sa mise en œuvre

62,5 % déplorent un faible niveau de sensibilisation aux ODD parmi les exécutants au niveau local

84,4 % disposent d'un mécanisme existant pour l'engagement des parties prenantes

15,6 % disposent de financements dédiés à l'engagement des parties prenantes

46,9 % ont un processus de rapport national accessible aux OSC

68,8 % ne consultent pas suffisamment les OSC

participation de la société civile et le manque d'information concernant la mise en œuvre des ODD. Selon les répondants à l'enquête, un peu plus de la moitié des pays disposent d'informations facilement accessibles sur les ODD et moins de la moitié ont des processus de rapport nationaux ouverts au public.

Des facteurs politiques sont également liés au fait qu'un certain nombre d'OSC aient signalé que le processus de participation n'est ni inclusif ni transparent – en somme, que les voix critiques sont délibérément exclues.

En termes de résultats, l'enquête n'a pas tenté de mesurer le niveau de réalisation des ODD en soi. L'enquête s'est contentée d'examiner les « autres impacts positifs » de la mise en œuvre des ODD qui sont également importants. Bien que la liste ne soit pas exhaustive, l'enquête confirme qu'il existe des bénéfices notables dans la mise en œuvre des ODD dans de nombreux pays visés par l'étude, tels que la formation de partenariats multipartites et un effort accru pour promouvoir l'égalité des sexes dans les programmes nationaux de développement.

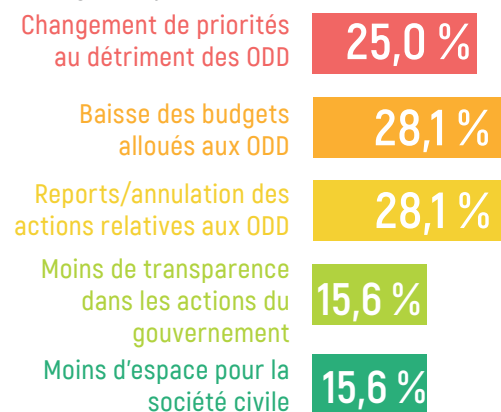
Toutes les OSC répondantes ont relevé d'importantes lacunes dans la mise en œuvre des ODD. Parmi les plus fréquemment citées, on peut noter les affectations budgétaires du gouvernement qui ne correspondent pas aux priorités des ODD; une faible sensibilisation des personnes censées les mettre en œuvre et une consultation et une participation insuffisantes des OSC dans les processus relatifs aux ODD. Toutes les OSC participantes à l'enquête s'attendent à ce que la COVID-19 entrave davantage la réalisation des ODD alors que les gouvernements concentrent tous leurs efforts et ressources dans la lutte contre le virus et pour l'aide.

En savoir plus sur le
**Partenariat des OSC pour
l'efficacité du développement**

-  csopartnership.org
-  [@CSOPartnerships](https://www.facebook.com/CSOPartnerships)
-  [@CSOPartnership_](https://twitter.com/CSOPartnership_)
-  bit.ly/CPDELinkedIn
-  [@csopartnerships](https://www.instagram.com/csopartnerships)

Conséquences attendues de la COVID-19 sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030

Pourcentage de pays répondants à l'enquête (n=32)



Principales recommandations

Les autorités et détenteurs d'obligations doivent coopérer avec la société civile pour traduire le programme de l'Agenda 2030 en plans locaux, programmes et efforts de suivi, et veiller à ce que les priorités locales informen les plans nationaux et le processus d'ENV.



Assurer l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en officialisant et en institutionnalisant la participation des OSC aux structures de gouvernance soutenues par des lois, des mécanismes, des ressources et des formations en capacités pour la société civile, en particulier celles des groupes et des communautés marginalisés.



Respecter et protéger les droits de tous les citoyens à mener leur propre suivi et examen indépendants sur l'Agenda 2030, y compris ceux qui peuvent critiquer les politiques et les programmes de l'État.



Élaborer les cadres nationaux de résultats des ODD en collaboration avec la société civile et veiller à ce que l'ENV présente des progrès et des réalisations pour des groupes et des communautés marginalisés spécifiques.



Établir clairement les liens entre les politiques, les programmes spécifiques et les résultats lors de la présentation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

